

Espoir d'un « lifting islamique »

Il y a de tout chez les Frères musulmans égyptiens : les anciens obsédés par la charia et les jeunes réformistes. En faire un parti politique apte à gérer le pays de manière démocratique ne sera pas une mince affaire.

Après le vote sur la Constitution (ici à Alexandrie), les Frères musulmans doivent s'organiser en parti politique.



Keystone-news

Avec le parti de l'ex-président Moubarak, les Frères musulmans sont les vainqueurs du récent référendum sur la Constitution (cf. encadré). « Nous allons enfin pouvoir montrer qui nous sommes vraiment ! » Costard cravate et sourires à tout va, Esam Elaryan, représentant des Frères musulmans en Egypte, a une mission : changer l'image « désastreuse » des Frères. Il aura fort à faire.

Qualifiés de terroristes et de djihadistes par les médias, surtout en Europe, craints par les chrétiens coptes et par les laïcs, les Frères n'ont pas bonne presse au pays des Pharaons. Si leur mouvement veut trouver leur place dans la nouvelle Egypte née sur la place Tahrir, il devra subir un gros lifting, et vite. Les premières élections parlementaires sont prévues en septembre. D'ici là, les Frères doi-

vent créer un parti politique. Pour l'instant, si cette nouvelle formation porte un nom – « Justice et Liberté » –, le programme est encore très flou. Quant aux slogans, ils demeurent résolument identitaires : « L'islam est la solution », « Le Coran est notre Constitution ».

UNE RELIGION « DIVINE »

Et Esam Elaryan refuse d'associer dans la même phrase les mots « islam » et « politique ». « L'islam est une civilisation, une manière de vivre, une foi et un système. Ne le réduisez pas à une quête de pouvoir ! » Pas question non plus de lui demander si sa vision religieuse, une fois traduite en termes politiques, tiendra plutôt du socialisme ou du libéralisme. « Notre religion est d'essence divine, un point c'est tout ! »

Quelques mois ne suffiront pas pour

que les Frères musulmans effectuent leur métamorphose. Cela n'étonne pas Amr El Shoubaky. Cet analyste connu dans tout le monde arabe dirige au Caire un institut qui s'occupe de dialogue et de transition politique. « En plus de huitante ans d'existence, c'est la première fois que les Frères peuvent former un parti. Ils doivent tout imaginer, à commencer par les règles qui régiront l'adhésion à leur parti. Pour devenir un Frère ou une Sœur, aujourd'hui, il faut être musulman pratiquant et étudier le Coran pendant au moins deux ans, ce qui est bien sûr incompatible avec un parti démocratique ».

PAS DE FEMME PRÉSIDENTE

Quand on demande à Esam Elaryan s'il accepterait une femme ou un copte à la tête de l'Etat, il botte en touche : « Je respecterai la volonté du peuple ».

en Egypte



En réalité, les Frères ont clairement indiqué qu'ils ne reconnaîtraient qu'un homme, et un homme musulman. Autant dire une violation flagrante de la démocratie qui prévoit que tout citoyen puisse être élu. «Nous devons donc poser des règles claires en ce qui concerne l'usage de références religieuses dans la sphère politique. Si ce n'est pas le cas, les Frères musulmans poseront de gros problèmes», avertit Amr El Shoubaky.

Autre écho avec Khaled Hamza, passionné par les nouvelles technologies, membre de la confrérie depuis plusieurs années. Il dirige le site des Frères Musulmans, «Ikhwanweb». Réformateur convaincu, il ne mâche pas ses mots: «La révolution, laïque et organisée par les jeunes, a prouvé que les grands discours idéologiques n'ont plus la cote. Les Frères doivent se réinventer complètement. Les slogans

tels que 'l'islam est la solution', c'est fini» souligne-t-il. La confrérie islamiste a été désarçonnée par une révolte massive à laquelle elle ne s'attendait pas. Elle qui n'avait pas participé aux manifestations de 2008 et 2009 contre le pouvoir et ne sait visiblement pas encore «sur quel modèle fonder un parti et avec qui s'allier».

Khaled Hamza sait que son mouvement fait peur, mais il se veut rassurant: «Les Frères cherchent avant tout le consensus. C'est une question d'image, car ils savent qu'ils terrorisent tout le monde. Ensuite, ils ne veulent plus d'une majorité absolue: cela fait soixante ans que le pays subit un parti unique!»

LE FOSSÉ DES GÉNÉRATIONS

«Enfin, ils ont un problème à l'interne puisque nombre d'entre eux sont attirés par le salafisme, un mouvement ultraconservateur qui ne reconnaît pas la légitimité de l'Etat égyptien. La confrérie va donc être prudente, d'au-

tant plus qu'elle ne veut pas s'aliéner les coptes encore davantage».

Et pour la première fois de leur existence, les Frères musulmans vivent un fossé générationnel. «Désormais, ce sont les jeunes qui ont le vent en poupe: tous les Frères sollicités par les médias ont moins de trente ans! Leurs méthodes sont radicalement

«La révolution a prouvé que les grands discours idéologiques n'ont plus la cote.»

différentes de celles de leurs aînés. Ils ont fait tomber Moubarak en dix-huit jours alors que la vieille garde du mouvement prônait un changement progressif», rappelle Kha-

led Hamza. Mais les anciens vont-ils accepter le changement? «Il y a assez peu de réformistes au sein des Frères, c'est vrai. Mais leur impact et leur capacité de mobilisation sont absolument énormes. Cette révolution, c'est une véritable aubaine. Le mouvement va se modérer et se moderniser en se confrontant à des électeurs. Plus encore, il va pouvoir développer un nouveau regard sur l'Occident, sur la globalisation, sur le multiculturalisme.» ■ Aline Jaccottet, au Caire

Le faux pas du référendum

Massivement approuvé par 75 % des Egyptiens, le référendum sur la Constitution est une victoire pour les Frères musulmans et le parti national-démocratique de l'ex-président Hosni Moubarak, qui prônaient le oui.

Les réformistes de la place Tahrir, la «Coalition des jeunes» et le prix Nobel de la paix Mahamed El Baradei, qui recommandaient le non, ont perdu. Car si la nouvelle Constitution est en progrès sur certains points (le président ne pourra être réélu que deux fois et son mandat est réduit de six à quatre ans), elle consacre des principes très

contestables: les citoyens mariés à une femme étrangère ne pourront pas être candidats à la présidence, par exemple. Plus grave encore, son article 2 réaffirme que la charia, la loi islamique, est la source principale de la législation. Ce qui contredit le combat des jeunes qui lançaient, musulmans et coptes côte à côte, ce cri: «Nous voulons un Etat laïc, pas religieux!».

Voter non signifiait aussi prolonger l'actuelle phase de transition pour avoir le temps d'écrire une nouvelle Constitution. La volonté du retour au calme a été la plus forte.

PF